



ACADEMIE DE MONTPELLIER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de l'Accompagnement Individualisé des personnels

SAIP

Affaire suivie par :

Déborah LAVAUD-CHARRONDIERE

Cheffe du SAIP

Tél : 04 30 63 65 75

Mél : ce.recsaip@ac-montpellier.fr

Rectorat

31, rue de l'Université

CS 39004

34064 Montpellier

cedex 2

Pôle ressources humaines

Montpellier, le **17 JAN. 2025**

La rectrice de région académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier
Chancelière des universités

à

Mesdames et Messieurs les chefs des établissements
du second degré

Mesdames et Messieurs les inspecteurs de l'éducation
nationale du 1^{er} degré
s/c

Messieurs les directeurs académiques des services de
l'éducation nationale

Mesdames et Messieurs les chefs de division et de
service
pour attribution

Mesdames et Messieurs les inspecteurs d'académie –
inspecteurs pédagogiques régionaux

Mesdames et Messieurs les inspecteurs de l'éducation
nationale – enseignement technologique
pour information

Circulaire SAIP- 2025-105

Objet : Allègement de service pour raisons de santé pour les personnels enseignants et d'éducation titulaires du 2nd degré et les psychologues de l'éducation nationale titulaires du 1^{er} et du 2nd degrés - année scolaire 2025-2026

Réf : Décret n°2007-632 du 27 avril 2007 relatif à l'adaptation du poste de travail de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation.

Circulaire ministérielle n°2007-106 du 9 mai 2007 (BOEN n°20 du 17 mai 2007) relative au dispositif d'accompagnement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation confrontés à des difficultés de santé.

Annexe 1 : Demande d'allègement de service pour raisons de santé pour les personnels enseignants et d'éducation titulaires du 2nd degré et les psychologues de l'éducation nationale titulaires du 1^{er} et du 2nd degrés - année scolaire 2025-2026

Annexe 2 : Certificat médical confidentiel à compléter

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les dispositions réglementaires, ci-dessus référencées, qui prévoient la possibilité pour certains personnels de solliciter un aménagement de leur poste de travail au titre de la prochaine rentrée scolaire.

I. L'allègement de service

Les dispositions du décret cité en référence offrent la possibilité aux personnels enseignants et d'éducation titulaires du second degré et aux psychologues de l'éducation nationale titulaires du 1^{er} et du 2nd degrés, confrontés à une altération de leur état de santé, de solliciter un allègement de service.

L'allègement de service est une mesure exceptionnelle et temporaire. Il vise à permettre de concilier l'état de santé du demandeur, qui continue de percevoir l'intégralité de son traitement, avec les exigences du service. Il constitue une modalité d'adaptation du poste de travail. Il s'inscrit dans le cadre d'un contingent spécifiquement dédié à ce dispositif.

L'allègement de service est cumulable avec le temps partiel dès lors que la quotité de service effectuée est supérieure à la moitié de l'obligation réglementaire de service due mais il ne peut, en revanche, se cumuler avec un mi-temps thérapeutique.

Les allégements de service, qui correspondent à un accompagnement limité dans le temps, ne peuvent être envisagés comme une compensation d'un handicap pérenne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils sont attribués au titre d'une année scolaire et ne sont pas reconduits de manière automatique, et s'ils le sont, c'est généralement de manière dégressive. Si la possession de la RQTH peut être prise en compte dans certains cas, elle ne donne cependant pas droit à un accès systématique et définitif au dispositif.

En cas d'éventuel renouvellement, l'enseignant doit formuler chaque année une nouvelle demande.

Le nombre d'heures accordées ne peut excéder le tiers des obligations réglementaires de service.

NB : - Si l'agent a déposé une 1ère demande de temps partiel pour la rentrée 2025 ou en a demandé la reconduction à l'issue d'un arrêté de temps partiel prononcé pour trois ans, il peut demander l'annulation de cette demande au bénéfice d'un allègement de service.

- Les fonctions d'encadrement n'ouvrent pas droit à un allègement de service (ex : directeur de SEGPA).

II. Procédure et calendrier

Les décisions d'attribution d'allègement de service seront prises après avis du médecin de prévention et seront notifiées par la voie hiérarchique.

Les personnels qui souhaitent bénéficier de ce dispositif doivent en faire la demande, auprès du SAIP, par voie hiérarchique pour le **vendredi 28 mars 2025** dernier délai. Le dossier comportera :

- Une demande écrite de l'intéressé expliquant les difficultés rencontrées dans l'exercice des fonctions ;
- Le formulaire en annexe 1 de la présente circulaire dûment renseigné et comportant l'avis du supérieur hiérarchique;
- Une copie de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) pour les personnes concernées ou une copie du récépissé de la demande ;
- Le certificat médical type complété à l'attention du médecin de prévention (annexe 2), sous pli confidentiel, ainsi que les comptes rendus de consultations médicales spécialisées, d'hospitalisations ou d'examens complémentaires susceptibles d'éclairer son avis.

Ces documents sont envoyés à l'adresse suivante : Rectorat de l'académie de Montpellier - Service de l'Accompagnement Individualisé des Personnels - 31, rue de l'Université 34064 Montpellier cedex 2.

Si nécessaire, le service médical proposera un rendez-vous en cas de besoin d'informations complémentaires.

Je vous remercie de mettre cette circulaire et ses annexes à la disposition des personnels titulaires enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale du second degré en fonction dans votre établissement, ainsi qu'aux psychologues de l'éducation nationale du premier degré en fonction au sein de votre circonscription. Il conviendra d'attirer l'attention des personnels qui vous semblent pouvoir relever de ce dispositif et de faire parvenir ces documents à ceux qui sont actuellement en congé maladie.

Pour la rectrice et par délégation
le secrétaire général adjoint,
Directeur des ressources humaines

Laurent GOUZE